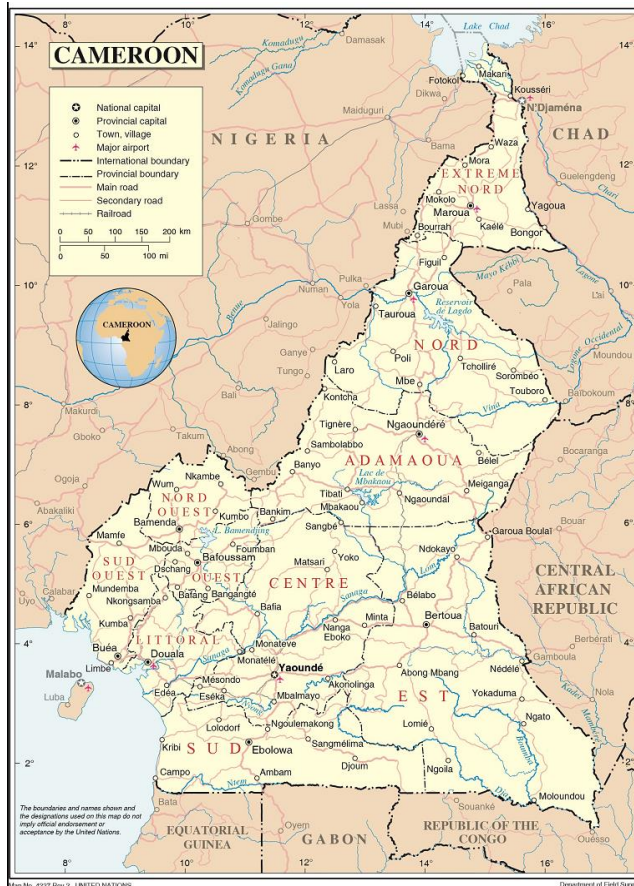


# Factsheet Cameroun

Septembre 2022

## 1 Faits et chiffres



Carte : [ONU, 2015](#)

tions présidentielles d'octobre 2018 avec [71 % des voix](#). Le scrutin a été marqué par des tensions insurrectionnelles dans les régions du nord ouest et du sud ouest. Les résultats ont été contestés par l'opposition. Parti présidentiel, le Rassemblement démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) a remporté la majorité absolue lors des élections parlementaires de [2020](#). La [corruption](#) est systémique et les pots-de-vin sont monnaie courante dans tous les domaines de la vie. Le Cameroun est classé [144ème sur 180](#) (2021) dans l'indice de perception de la corruption.

## 2 Profils à risque

- **Activistes des droits humains** : menaces, violence, attaques
- **Professionnels des médias**, en particulier les reportages sur les régions anglophones et les reportages critiques, sont supprimés : menaces, arrestations, intimidations

**Population** [27,9](#) millions de personnes ; plus de [200 groupes ethniques](#) et [250 langues](#); les langues officielles sont le français et l'anglais.

**La population du Cameroun est jeune.** Plus des [deux cinquièmes](#) de la population ont moins de 15 ans et plus des [deux tiers](#) ont moins de 30 ans.

**Religions** [38,3 %](#) s'identifient comme catholiques romains, [25,5%](#) comme protestants et [24,4%](#) comme musulmans ; environ [5%](#) comme animistes ou non religieux (estimations, 2018).

**Monopole présidentiel du pouvoir** Le Cameroun est une république présidentielle dominée par Paul Biya. Il [occupe la présidence depuis 1982](#). Il peut nommer le Premier ministre et le cabinet, et a une grande influence sur le système judiciaire. Le président Biya est également le chef des forces armées. De nombreuses politiques sont adoptées par [décret présidentiel](#). En [2008](#), un amendement constitutionnel a supprimé la limitation des mandats présidentiels. Le président Paul Biya a remporté un septième mandat lors des élec-

- **Personnes critiques** sont poursuivies en vertu de la loi antiterroriste introduite en 2014 ou pour diffusion de *fake news*
- **Opposant-e-s politiques** : intimidation, arrestations, torture
- **Séparatistes anglophones** réels et présumés
- « **Collaboratrices et collaborateurs** » du **gouvernement** dans les régions anglophones, notamment le corps enseignant, les étudiant-e-s, les dirigeant-e-s politiques et religieux, le personnel de santé ou les travailleuses et les travailleurs humanitaires
- **Minorités ethniques et linguistiques**
- **LGBTIQ** : homophobie, poursuites judiciaires, arrestations, extorsions, augmentation de la violence à leur encontre
- **Femmes** : violence domestique et viols répandus, pratiques traditionnelles néfastes (notamment à l'encontre des veuves), MGF ([1,4 %](#) des femmes concernées), « repassage des seins », discrimination en vertu du droit coutumier
- **Enfants** : recrutement forcé par des groupes armés, travail des enfants, « mariage précoce », mariage forcé
- Victimes de la traite d'êtres humains à des fins de travail forcé et de prostitution

### 3 Derniers développements

**Guerre dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.** Des enseignant-e-s, des étudiant-e-s et des avocat-e-s ont initié des [manifestations en 2016](#) pour davantage de droits culturels et sociaux pour la population anglophone et contre la marginalisation économique des régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Le gouvernement et les forces de sécurité ont répondu aux protestations par des violences et des arrestations massives, et les groupes séparatistes ont pris les armes. Ils ont exigé la fermeture des écoles et ont juré de rendre les régions anglophones ingouvernables. En 2017, les séparatistes ont proclamé le nouvel État d'Ambazonie, ce qui a entraîné une intensification du conflit et une augmentation des attaques contre la population civile. Tant les groupes séparatistes concurrents que les forces de sécurité camerounaises commettent de nombreuses attaques contre la population civile. Les personnes qui semblent violer les boycotts économiques et politiques imposés par les groupes séparatistes sont persécutées, menacées et tuées. La guerre a entraîné la fermeture de bon nombre d'écoles, d'universités et d'établissements de santé dans les régions anglophones. Les groupes séparatistes et criminels profitent de plus en plus de ce climat d'insécurité pour générer des revenus en commettant des [enlèvements](#) et en soutirant des rançons. Depuis le début du conflit dans les régions anglophones, [6000 personnes](#) ont perdu la vie, [600 000](#) ont été déplacées à l'intérieur du pays et plus de [77 000](#) se sont réfugiées au Nigéria (août 2022).

**Boko Haram et la Province de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) dans la région de l'Extrême-Nord.** Le groupe terroriste islamiste Boko Haram est également actif au Cameroun, notamment dans la région de l'Extrême-Nord, à la frontière nigériane. [En 2014](#), le Président Biya a déployé des troupes dans la région et déclaré la guerre à Boko Haram. La mort présumée d'[Abubakar Shekau](#), le chef de Boko Haram, en mai 2021 lors d'un affrontement au Nigéria avec une faction dissidente dénommée Province de l'État islamique d'Afrique de l'Ouest (ISWAP) a contribué à consolider le pouvoir d'ISWAP et accru le niveau d'insécurité dans la région camerounaise de l'Extrême-Nord. Les deux groupes lancent des [attaques](#) contre des communautés locales, et commettent des enlèvements de civils.

**Conflits ethniques.** Les élections présidentielles de 2018, très contestées, ont déclenché de nouvelles tensions politiques, dont la [composante ethnique](#) a été exacerbée. Ces tensions ont été alimentées par des discours de haine et des informations erronées, diffusés sur les réseaux sociaux. Les affrontements politiques entre les partisan-e-s du président - sous l'égide du RDPC - et ceux du principal leader de l'opposition Maurice Kamto - sous l'égide du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) - sont considérés par une large partie de la société comme des affrontements inter-ethniques. Ces affrontements incarneraient une lutte pour le pouvoir qui opposerait, d'une part, les groupes Bulu et Beti ralliés au président Biya, et, d'autre part, la communauté Bamileke ralliée au MRC et à Maurice Kamto. Des tensions au niveau local sont également ethnicisées. Dans la région de l'Extrême-Nord, le bilan des [affrontements](#) qui ont eu lieu en décembre 2021 entre des bergères et bergers arabes shoa, des fermières et fermiers massa, et des pêcheuses et des pêcheurs mousgoum est de 44 morts, 100 000 personnes déplacées et 112 villages incendiés. Dans la région du Nord-Ouest, des tensions meurtrières ont éclaté en 2021 entre les bergères et les bergers musulman-ne-s Mbororo/Fulani (Peul), et les agricultrices et les agriculteurs chrétien-ne-s.

**Déplacement et catastrophe humanitaire.** En septembre 2022, le HCR prévoyait que le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays s'élevait à près [d'un million](#). Selon l'[Internal Displacement Monitoring Center](#), le nombre total de déplacements forcés au Cameroun a presque doublé entre 2019 et 2020. En outre, le Cameroun accueille [477 228](#) personnes réfugiées et personnes requérantes d'asile en provenance, entre autres, du Nigéria et de la République centrafricaine. La situation humanitaire s'est continuellement dégradée. L'ONU a estimé que [2,4 millions](#) de personnes seraient en situation d'insécurité alimentaire entre juin et août 2022. La région de l'Extrême Nord et les régions anglophones sont particulièrement touchées.

## 4 Actions de l'État contre les personnes critiques

**La loi antiterroriste de 2014 est utilisée contre les personnes qui se montrent critiques et les organisations de la société civile. Ces dernières ont été interdites.** La [loi antiterroriste](#) est utilisée pour restreindre la liberté d'association, de réunion et d'expression. Plusieurs organisations de la société civile ont été interdites. Le gouvernement a également déclaré l'état d'urgence dans les régions anglophones et imposé des couvre-feux.

**Détention arbitraire.** Outre les [séparatistes anglophones présumés et des personnes civiles](#) des membres de l'opposition politique sont également [arrêtés de manière arbitraire](#). À la fin du mois de septembre 2020, [593](#) personnes civiles ont été arrêtées lors de manifestations pacifiques organisées par le parti d'opposition Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC). Fin 2021, [124](#) d'entre elles se trouvaient encore en détention.

**Détention provisoire de durée indéterminée, mauvaises conditions de détention dangereuses pour la survie, torture et mauvais traitements en détention.** Sur les [31 815 personnes détenues](#), un total de [18 437](#) personnes étaient en détention provisoire en septembre 2021. Les conditions de détention sont manifestement mauvaises et les organisations de défense des droits humains dénoncent la surpopulation, les pénuries alimentaires, les violences physiques, la torture et l'insuffisance des installations sanitaires et des soins médicaux.

**Violence indiscriminée, torture et viols, meurtres, disparitions.** Les forces gouvernementales [font preuve d'une violence aveugle](#), en particulier dans les régions anglophones, et ont notamment détruit complètement plus de 100 villages. En outre, des membres des forces gouvernementales ont violé et torturé des personnes civiles. Des membres des forces gouvernementales sont également accusés [d'exécution extrajudiciaire et de disparitions](#).

**Impunité.** Les violations commises par les forces de sécurité sont rarement [poursuivies pénalement](#).

## 5 Pratique des autorités suisses

**Chiffres du SEM pour 2022 (jusqu'en août 2022).** Taux de reconnaissance de 17,1 % ; taux de protection de 48,8 % (décision positive + AP)

### Exécution de renvoi

Dans [l'arrêt de référence E-5624/2017 du 11 août 2020](#), le Tribunal administratif fédéral (TAF) constate qu'une guerre civile sévissait dans le sud-ouest et le nord-ouest du pays. Les répressions du gouvernement viseraient en particulier les jeunes hommes soupçonnés de faire partie du mouvement de résistance Amba. Toutefois, cette guerre civile ne s'étend ni sur l'ensemble ni sur une grande partie du territoire national. C'est pourquoi l'exécution des renvois n'est en principe pas considérée comme inacceptable dans le reste du Cameroun (exemple de [l'arrêt D-3934/2020 du 20 avril 2022](#), consid. 8.3.2). Il s'avère nécessaire de vérifier dans chaque cas s'il existe une possibilité de fuite à l'intérieur du pays pour les personnes provenant des zones de conflit, notamment s'il existe un réseau social en dehors de ces régions ou si les personnes concernées parlent français (exemple de [l'arrêt E-4257/2019 du 27 septembre 2019](#), consid. 7.3).

## 6 Recherche de l'analyse-pays de l'OSAR (depuis 2019)

 <a href="#">Séparatistes anglophones</a> (all.) - 05.07.2021
 <a href="#">Désertion</a> (all.) - 30.06.2021
 <a href="#">LGBTI et HIV</a> (it.) - 16.12.2020
 <a href="#">Situation des anglophones dans les zones francophones</a> (all.) - 26.11.2020
 <a href="#">Menaces contre les enseignants dans les régions anglophones</a> (all.) - 19.10.2020
 <a href="#">Mandats d'arrêt</a> (all.) - 05.08.2020
 <a href="#">Situation sécuritaire à Bamenda et possibilité de fuite interne</a> - 04.08.2020
 <a href="#">Traitement des maladies mentales dans les régions anglophones</a> - 01.07.2019
 <a href="#">Accès à des soins de santé et à une éducation spécialisée</a> - 15.02.2019

## 7 Autres sources et rapports importants

- **Asylwiki**, [Page sur le Cameroun](#)
- Amnesty International, Amnesty International Report 2021/22, La situation des droits humains dans le monde, Cameroun 2021, 29 mars 2022 : <https://www.amnesty.org/fr/location/africa/west-and-central-africa/cameroon/report-cameroon/>
- Freedom House, Freedom in the World 2022 - Cameroon, 24 février 2022 : <https://freedomhouse.org/country/cameroon/freedom-world/2022>
- Human Rights Watch, Cameroun : Meurtres et disparitions imputables à l'armée dans la région du Nord-Ouest ; Enquêter sur les abus des forces de sécurité et poursuivre leurs auteurs en justice, 11

- août 2022 : <https://www.hrw.org/fr/news/2022/08/11/cameroun-meurtres-et-disparitions-imputables-larmee-dans-la-region-du-nord-ouest>.
- Human Rights Watch, Cameroun : Hausse des violences à l'encontre de personnes LGBTI, 11 mai 2022 : <https://www.hrw.org/fr/news/2022/05/11/cameroun-hausse-des-violences-lencontre-de-personnes-lgbti>
  - International Crisis Group, Easing Cameroon's Ethno-political Tensions, On and Offline, 3 décembre 2020 : [www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon/295-easing-camerouns-ethno-political-tensions-and-offline](http://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon/295-easing-camerouns-ethno-political-tensions-and-offline)
  - UK Home Office, Country Policy and Information Note Cameroon: North-West/South-West crisis, décembre 2020 : [https://www.ecoi.net/en/file/local/2042244/Cameroon\\_-\\_North-West\\_South-West\\_crisis\\_-\\_CPIN\\_-\\_v2.0\\_.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/2042244/Cameroon_-_North-West_South-West_crisis_-_CPIN_-_v2.0_.pdf).
  - UK Home Office, Country Background Note Cameroon, décembre 2020 : [www.ecoi.net/en/file/local/2042911/Cameroon\\_-\\_Background\\_-\\_CPIN\\_-\\_v1.0\\_final\\_Gov.uk.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2042911/Cameroon_-_Background_-_CPIN_-_v1.0_final_Gov.uk.pdf)
  - US Committee for Refugees and Immigrants, USCRI Backgrounder: Cameroon, août 2021 : <https://refugees.org/wp-content/uploads/2021/08/USCRI-Backgrounder-Cameroon.pdf>
  - US Department of State (USDOS), 2021 Country Report on Human Rights Practices, mardi 12 avril 2022 : <https://www.state.gov/reports/2021-country-reports-on-human-rights-practices/cameroon>.